

Burundi : La nouvelle loi va entraver le travail des journalistes

Deutsche Welle | 22.04.2013 Nouvelle loi de la presse au Burundi
 Correspondance de Domitille Kiramvu, Ã Bujumbura. Au Burundi, une loi vient d'Ãtre adoptÃe par les deux chambres du parlement. Cette loi oblige les journalistes burundais Ã rÃvÃler leurs sources et les frappe d'amendes fortes en cas de non-respect du texte. Alors que le Burundi se prÃpare Ã organiser des Ãlections en 2015 et qu'une partie des opposants rentrent au pays, les dÃfenseurs des droits de l'Homme critiquent ces nouvelles dispositions qui pourraient entraver le travail des journalistes durant la campagne.

Le SecrÃtaire gÃnÃral du parti au pouvoir Cndd-Fdd, GÃlase Daniel Ndabirabe, ne mÃche pas ses mots. Il accuse les journalistes d'Ãtre burundais riches et de se comporter comme des larrons en foire avec lâopposition. Ã« On est en train de dire qu'Ãon impose des amendes exorbitantes aux journalistes, mais ils ont beaucoup d'Ãargent. Pour preuve, quand les autres politiciens avaient fui, les journalistes ont continuÃ Ã plaider pour eux. Ils ont pris leur place au lieu de rester journalistes, ils ont changÃ en politiciens. Alors quel autre sort s'Ãils veulent jouer sur un terrain qu'Ãils ne maitrisent pas a-t-il affirmÃ lors des dÃbats au SÃnat. L'Ãex-prÃsident Domitien Ndayizeye actuellement SÃnateur n'Ãest pas de cet avis. Il dit que les journalistes comme la population doivent se comporter en politiques car la chose publique les concerne absolument.Ã« Le journaliste doit suivre de prÃt la politique, c'Ãest parce que c'Ãest lui qui nous informa sur les non-candidats et les enjeux. Alors maintenant qu'Ãon a optÃ pour le multipartisme, Ãsa signifie qu'Ãon a des opinions divergentes, nous avons besoin de ces gens-lÃ qui collectent des idÃes d'Ãun peu partout, les rendent public sur Ãcran ou Ã travers des radios et puis chacun choisit son camp. Ne les blÃmez pas donc. MÃme celui qui vient de parler ainsi a besoin d'Ãeux Ã», lui a-t-il rÃtorquÃ. International Crisis Group (ICG) dit que cette loi montre Ãuffisamment une maniÃre du Gouvernement burundais de faire marche en arriÃre. Ã« Il est dommageable que ce projet de loi intervienne alors que la prÃparation des Ãlections est d'ÃjÃ lancÃe, qu'Ãelle a ÃtÃ lancÃe dans un atmosphÃre assez consensuel rÃcemment et qu'Ã des opposants au Burundi. Tout ceci Ãtait une dynamique positive et on a lâimpression que cette dynamique va Ãtre remise en cause par cette loi Ã», dit lâorganisation. Cette loi est d'ÃcriÃe par les politiciens burundais, la population burundaise, et les colombes du parti prÃsidentiel.